

du 19 Juin 1965, sur la base d'une analyse rationnelle des données historiques en la matière et des réalités vécues par le monde rural, d'édicter une véritable Révolution agraire. Dans la phase actuelle qui est une phase de consolidation des acquis socialistes et de leur extension dans tous les secteurs, le niveau déjà atteint dans l'application de la Révolution agraire place le secteur agricole autogéré et la paysannerie pauvre, parmi les forces d'avant-garde du socialisme. S'assignant pour objectif la transformation radicale d'une société rurale longtemps paralysée par des structures socio-économiques injustes et dégradées, la Révolution agraire ne pouvait se borner à une simple redistribution des terres sans permettre à l'ensemble des paysans d'accéder à des conditions de vie et de travail conformes à l'éthique socialiste et aux exigences du progrès.

Par un élargissement et une meilleure utilisation des investissements et des structures de production, et par une complète transformation des rapports sociaux, la Révolution agraire inscrit dans ses objectifs :

a) une transformation des rapports sociaux par la mise en place de nouvelles formes de gestion et la création de villages socialistes ;

b) une organisation de services liés à la production, grâce, notamment, à une politique de commercialisation et à des prix assurant une rémunération adéquate du fruit du travail ;

c) la modernisation des méthodes et techniques de production, grâce à l'affinement de nouveaux modes de gestion reposant sur une participation effective des travailleurs et la lutte contre le morcellement.

Ainsi, la Révolution agraire détruit dans les campagnes les fondements matériels et les concepts anti-sociaux de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle élimine les propriétaires absents, les gros propriétaires, les gros éleveurs qui contrôlaient, sans pour cela participer directement au travail, les moyens d'existence et de production des paysans et des bergers et les maintenaient dans un état de sujétion économique totale.

En démantelant la grosse propriété foncière, en limitant aussi bien les superficies agricoles, le nombre des palmiers-dattiers que le cheptel ovin, elle a pu distribuer aux paysans sans terre et aux bergers exploités, les moyens de production qui leur faisaient cruellement défaut pour mener une vie décente, légitimer leur travail et contribuer à leur propre promotion d'hommes libres. Ce faisant, la Révolution agraire a brisé les liens de l'ancien ordre économique de dépendance et d'exploitation patriarcales et jeté les bases de nouveaux rapports sociaux dans le milieu rural.

A cet égard, la Révolution agraire substitue à l'ancienne exploitation coloniale et féodale, une organisation socialiste qui met fin au dualisme entre secteur traditionnel et secteur développé, oriente principalement la production vers la satisfaction des besoins nationaux, abolit l'absentéisme, la sujétion à une hiérarchie tribale exploiteuse, la khemassa et ses équivalents pastoraux, en même temps qu'elle supprime toute forme de commerce spéculatif sur les ressources en eau en les nationalisant.

Le mode de production socialiste qu'introduit la Révolution agraire restitue la terre à ceux qui la travaillent directement et personnellement et organise les attributaires dans des structures de production et de gestion collective et opérationnelle.

Parmi les formes de gestion que la Révolution agraire consacre, la coopérative constitue un mode d'association démocratique apte à concrétiser et à élargir la socialisation de l'agriculture. En effet, si la bataille de la production est un impératif majeur, son issue dépendra, en particulier, de l'efficacité de structures mises en place tant au niveau de la production qu'au plan des services nécessaires à la production. A ce propos, il convient de préciser quelques données du problème quant au choix des formes de gestion socialiste dans leurs rapports avec la bataille de la production qui est à l'ordre du jour. Certes, les coopératives constituent pour le paysan un système d'organisation qui correspond à la gestion collective des moyens de production, et les différentes formes de coopération permettent une adaptation très souple aux conditions culturelles et socio-économiques du milieu rural. Cependant, si la coopération dans l'agriculture a permis dans le monde, au cours des trente dernières années, un développement et une efficacité économique indiscutables, il y

a lieu de constater que dans l'ensemble du processus de valorisation agricole couvert par la coopération, la fonction production nécessite, pour sa meilleure réalisation possible, des formules de gestion appropriées qui doivent imposer les réalités sociales et culturelles de l'homme, sans oublier les exigences économiques et techniques. Dans le système socialiste, une formule de gestion se juge d'après ses résultats, et la meilleure forme est bien celle qui donne le meilleur rendement dans la production. En tout état de cause, il est préférable de parvenir, dans les meilleurs délais, à une conception unifiée des principes généraux de gestion du secteur agricole. A la longue, et la prise de conscience des paysans aidant, ainsi que leur maîtrise des techniques modernes, de méthodes organisationnelles et culturelles adaptées au pays, la Révolution agraire, qui propose des formes précises et parfois développées de socialisation des moyens de production, trouvera d'elle-même les correctifs nécessaires et réalisera d'autres acquis au bénéfice d'un monde rural qu'elle a tiré d'une injuste et cruelle marginalité. Les groupements de mise en valeur, pour ne citer que cet exemple, préfigurent déjà l'œuvre pionnière des paysans défricheurs de demain qui gagneront de nouvelles terres et de nouveaux périmètres irrigués à l'économie vivrière.

Plus qu'une réforme foncière limitée à un redimensionnement adéquat des parcelles et à la modernisation de leur exploitation, plus qu'une réforme agraire limitée à la mise en œuvre d'une politique de limitation de la grande propriété et à la redistribution des terres aux paysans, la Révolution agraire, en ce qui concerne son approche de la production, réunit les conditions optimales pour une modernisation des techniques de production et une mise en valeur intensive des terres au moyen d'une planification globale des actions intervenant dans les activités agricoles et pastorales. Il convient, également de mettre à l'actif de la Révolution agraire la nationalisation des ressources en eau, et la politique de reforestation.

La Révolution agraire, dans les zones pastorales, constitue un impératif important au même titre que la régénérescence et l'extension de notre patrimoine forestier. Elle concerne les petits éleveurs et les bergers qui, du fait de leur dénuement et des moyens aléatoires et archaïques de leur production et d'activités professionnelles longtemps dépréciées à l'ère féodale, connaissent une situation économique, sociale et culturelle confinant à celle de véritables parias de la société. La Révolution agraire s'assigne pour objectifs, dans les steppes et les terrains de parcours, l'organisation du pastoralisme sur la base de rapports socio-économiques nouveaux, la réhabilitation sociale et le relèvement du niveau de vie des bergers, la modernisation des moyens de production des petits éleveurs, la sauvegarde rationnelle des pâturages, une action plus conséquente visant à améliorer et à préserver les ressources en eau destinées au succès de cette politique pastorale et à la mise en valeur de nouvelles terres dans la steppe.

La Révolution agraire n'est pas uniquement une action de justice sociale ; elle est aussi une action politique de grande envergure qui intéresse, en même temps, les paysans sans terre et les petits paysans. En ce qui concerne ces derniers, la Révolution agraire a permis d'améliorer les conditions de leur insertion dans le processus de développement national, notamment par un affinement de la politique de redistribution des revenus dans nos campagnes grâce à l'attribution des terres, à la construction de villages agricoles socialistes, à la réalisation de plans communaux de développement ; à la suppression de la fiscalité, à la garantie d'un revenu permanent et convenable et à la prise de conscience du caractère précieux de la terre et donc de la nécessité de sa pleine utilisation comme de sa sauvegarde.

Les petits paysans sont en train, ainsi, de s'intégrer dans le nouveau secteur socialiste, et c'est là, pour la Révolution algérienne, à travers la Révolution agraire, la meilleure manière possible de gagner à sa cause et à sa raison d'être, des alliés dans les campagnes.

La Révolution agraire a permis la démocratisation de la vie politique et sociale dans les campagnes, et la dynamisation de l'ensemble des organismes et institutions administratifs et politiques concernés par le développement du monde rural.

L'application d'une tâche aussi importante que la Révolution agraire ne se fait pas sans quelques insuffisances. Aussi implique-t-elle une action minutieuse et coordonnée pour que les opérations de nationalisation et d'attribution des terres soient partout terminées, les formules coopératives judicieusement choisies et les difficultés d'habitat rapidement aplanies.